

Conseil national

11.3970

Interpellation Graber Jean-Pierre

Quote-part de l'Etat et quote-part fiscale en Suisse et dans les pays de l'OCDE

Texte de l'interpellation du 29 septembre 2011

Le 26 août 2009, le Conseil fédéral avait répondu de manière exhaustive et précise à mon interpellation 09.3492 (Quote-part de l'Etat, quote-part fiscale). Aujourd'hui, je le prie d'actualiser et d'augmenter les données qu'il avait transmises au Parlement en répondant aux questions suivantes:

- a. Quelle aurait été, en Suisse, de 2000 à 2010, la quote-part fiscale de l'Etat si, outre les prélèvements des administrations publiques et des assurances sociales, on prenait en considération toutes les taxes obligatoires payées par les habitants de notre pays et les cotisations obligatoires versées aux caisses-maladies et aux institutions de prévoyance?
- b. Quelle a été l'évolution, entre 1990 et 2010, de la quote-part de l'Etat, de la quote-part fiscale, du revenu disponible des ménages, des dépenses sociales et des grands groupes de dépenses étatiques en Suisse et dans les principaux pays de l'OCDE?
- c. Quels liens supposés le Conseil fédéral établit-il aujourd'hui entre la quote-part fiscale, définie au sens de la question 1, et l'avenir économique de notre pays?

Cosignataires

Baettig, Brönnimann, Büchel Roland, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Fuchs, Grin, Kaufmann, Perrin, Pfister Theophil, Quadri, Reimann Lukas, Reymond, Schwander, von Siebenthal (16)

Développement

Les comparaisons internationales des chiffres de la quote-part de l'Etat et de la quote-part fiscale sont délicates en raison de leur définition différente d'un pays à l'autre. Ces indicateurs sont toutefois précieux parce qu'ils demeurent les plus pertinents pour déterminer le poids de l'Etat dans la société et dans l'économie.

En Suisse, les débats souhaitables autour de l'interprétation de ces deux indicateurs devraient susciter au moins trois réflexions fondamentales.

1. Il semble erroné de prétendre que nous vivons à l'ère de l'ultra-libéralisme lorsque l'on sait que la quote-part de l'Etat (au sens large) ne cesse de croître.
2. Si on les considère au sens le plus large - qui inclut toutes les taxes payées par les habitants de notre pays ainsi que les cotisations obligatoires payées au titre de l'assurance maladie et de la prévoyance professionnelle - les prélèvements obliga-

toires de notre pays ne sont pas véritablement inférieurs à ceux que connaissent de nombreux pays de l'OCDE.

3. L'accroissement continu des prélèvements obligatoires contribue clairement à réduire le pouvoir d'achat des ménages et les marges de manoeuvre de l'économie. Cette évolution regrettable porte atteinte au niveau de vie de la population ainsi qu'à la compétitivité de l'économie.

Réponse du Conseil fédéral

a) La quote-part fiscale est la somme des impôts et des taxes publiques exprimée en pour cent du produit intérieur brut (PIB). Elle indique la part de création de valeur, dans l'ensemble du PIB, que l'Etat prélève pour financer ses tâches. En Suisse, le calcul de la quote-part fiscale se fonde sur la somme des recettes fiscales de la Confédération, des cantons et des communes ainsi que des contributions obligatoires aux assurances sociales (AVS, AI, APG, AC), des allocations familiales dans l'agriculture et des allocations de l'assurance-maternité à Genève¹. Pour ce calcul, l'Administration fédérale des finances (AFF) s'appuie sur les directives de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE). Cette méthode permet d'assurer la comparabilité dans le temps de la quote-part fiscale suisse avec celle d'autres pays membres de l'OCDE.

La quote-part fiscale englobe tous les prélèvements obligatoires des institutions étatiques. Les prélèvements des institutions non étatiques ne sont pas pris en compte, même lorsqu'ils sont obligatoires. Par conséquent, pour ce qui est de la Suisse, les versements aux assurances-maladie et aux caisses de pensions ne sont pas prises en considération, car ces institutions ne font pas partie du secteur public.

Pour permettre l'établissement de comparaisons internationales pertinentes au sens de l'interpellation, les statistiques des autres Etats membres de l'OCDE devraient être adaptées. Le tableau 1 présente la quote-part fiscale des années 2000 à 2010, calculée selon la méthode de l'OCDE et selon la définition proposée dans l'interpellation. Les résultats obtenus par les deux méthodes de calcul présentent des écarts oscillant de 9 à 11,5 points de pourcentage.

b) La quote-part de l'Etat correspond au rapport entre les dépenses totales des pouvoirs publics et le PIB. Son calcul prend en compte l'ensemble des charges de tous les secteurs (charges courantes, auxquelles s'ajoutent les acquisitions nettes d'actifs non financiers). Après s'être fortement accrue dans les années 90, la quote-part de l'Etat a commencé à diminuer à partir de 2003 avant de se stabiliser. En 2010, elle représentait 34,5 % du PIB. Le tableau 2 met en regard la quote-part de l'Etat suisse et celle des autres pays membres de l'OCDE. Il révèle que les dépenses publiques suisses exprimées en pour cent du PIB sont de loin les plus basses au sein de l'OCDE. En outre, notre quote-part de l'Etat est inférieure de 10 points de pourcentage à la moyenne de l'ensemble de l'OCDE.

Calculée selon la méthode de l'OCDE, la quote-part fiscale suisse s'est maintenue, au cours des dernières années, à un niveau d'environ 30 % (tableau 3) pour at-

¹ En vertu des directives de la Statistique financière concernant la sectorisation, l'assurance-maternité genevoise est une assurance sociale cantonale constituant une unité étatique.

teindre, en 2008, un niveau inférieur de près de 5 points de pourcentage à la moyenne de l'OCDE. Seules les quotes-parts fiscales de l'Irlande, des Etats-Unis et du Japon (2008) sont inférieures à celle de notre pays.

Le revenu disponible des ménages indique de quelle part, dans son revenu primaire² total, un ménage dispose librement après la prise en compte des transferts dont il a bénéficié et de ceux dont il a dû s'acquitter (tableau 4). L'évolution suivie au cours des années 1990 à 2009 montre une forte hausse de la part du revenu disponible dans le revenu primaire (qui est passée de 77,4 à 81,1 %). Durant la même période, la part des impôts a légèrement diminué (de 1 point de pourcentage pour s'établir à 15,8 %). En revanche, on observe une croissance importante des charges sociales, qui passent de 24,8 % à 33 %, ainsi que de prestations sociales versées aux ménages privés. L'augmentation marquée de ces dernières, qui passent de 17,4 % à 29,9 % (en dépit d'un léger repli en 2004), constitue l'un des principaux vecteurs de la croissance du revenu disponible en pour cent du revenu primaire. Une comparaison internationale (tableau 5) est établie sur la base du revenu disponible par habitant en dollars américains selon la parité du pouvoir d'achat. En 2009, la Suisse occupait la troisième place derrière les Etats-Unis et le Luxembourg. Ainsi, le revenu des Suisses s'est accru en moyenne de 3,6 % depuis 1995, taux nettement inférieur à la moyenne de 4,2 % des pays figurant dans le tableau.

Avec une part de près de 40 % des dépenses totales, les dépenses sociales représentent le groupe de tâches le plus onéreux de toutes les tâches de l'Etat (tableau 6). Depuis 1990, cette part n'a cessé de croître, passant de 31 % à plus de 39 % du PIB. Une comparaison internationale de cet indicateur est présentée au tableau 7. Avec plus de 40 %, la part sollicitée par les dépenses sociales est la plus élevée dans les pays scandinaves, mais aussi en Allemagne, en France, au Luxembourg et en Autriche. Ces pays sont suivis par la Suisse, qui enregistre une part de près de 3 points de pourcentage supérieure à la moyenne des pays figurant dans le tableau (36,6 %).

c) Pour le Conseil fédéral, une quote-part fiscale modérée constitue un atout pour la compétitivité suisse, car des prélèvements trop importants limitent la portée d'incitations utiles pour l'économie ainsi que la création de valeur. Cette constatation vaut tout particulièrement en ces temps de concurrence internationale accrue entre les places économiques.

D'un autre côté, les recettes fiscales permettent de financer la mise à disposition des prestations publiques nécessaires à la population et à l'économie. Les tâches financées par l'Etat contribuent, notamment par le biais d'investissements, à accroître la compétitivité économique de la Suisse.

La politique fiscale de l'Etat n'a qu'une influence plus limitée, dans le cadre des dispositions légales, sur les taxes obligatoires mentionnées par l'auteur de l'interpellation et liées aux prestations de la prévoyance professionnelle et de l'assurance-maladie. En outre, comme ces prestations sont fournies au moins en partie sur le marché, l'effet de ces taxes sur l'économie n'est pas comparable à celui des impôts.

Au cours de la décennie écoulée, on constate une stabilisation de la quote-part fis-

² Revenu du travail et revenu de la fortune des ménages privés

cale de la Suisse, qui occupe ainsi une très bonne position en comparaison internationale. Par ailleurs, notre pays a la chance d'avoir des finances publiques équilibrées; la charge fiscale devrait donc rester modérée à l'avenir.

Tableau 1: Quote-part fiscale de la Suisse et résultats des autres calculs proposés par l'auteur de l'interpellation

<i>en millions de francs</i>	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes fiscales de la Confédération	47'248	43'057	42'983	43'451	44'943	47'625	51'015	53'350	59'502	57'651	58'397
Recettes fiscales des cantons	28'204	29'574	31'379	30'288	31'749	33'363	35'015	37'568	38'708	38'810	40'467 ³
Recettes fiscales des communes	20'312	21'139	21'335	20'804	20'976	21'260	22'293	23'686	24'400	24'727	25'559 ³
Cotisations aux assurances sociales	31'059	32'773	33'544	32'692	31'853	32'426	33'490	35'115	37'133	38'142	38'273
Recettes fiscales de l'Etat	126'822	126'543	129'242	127'235	129'522	134'674	141'814	149'719	159'743	159'330	162'696 ³
Quote-part fiscale de l'OCDE	30.0%	29.4%	29.8%	29.1%	28.7%	29.0%	28.9%	28.7%	29.3%	29.7%	29.8% ³
Prévoyance professionnelle: cotisations ¹	29'499	32'900	32'382	32'800	33'820	35'796	38'429	42'862	45'177	44'158	46'230 ³
Assurance maladie obligatoire: cotisations ²	10'801	11'297	12'412	13'731	14'849	15'297	15'995	16'293	16'320	16'515	17'323 ³
Recettes fiscales selon interpellation	167'122	170'741	174'035	173'767	178'191	185'767	196'237	208'874	221'241	220'003	226'249 ³
Quote-part fiscale selon interpellation	39.6%	39.7%	40.1%	39.7%	39.5%	40.1%	40.0%	40.1%	40.6%	41.1%	41.4%³
PIB nominal ⁴	422'063	430'321	434'258	437'731	451'379	463'779	490'544	521'101	545'028	535'650	546'620

1 Rachats des employés et des employeurs compris. Source: Office fédéral des assurances sociales

2 Cotisations des assurés uniquement, c.-à-d. les primes déduction faite de la réduction individuelle des primes, ce qui correspond à la charge nette des ménages.

Source: Office fédéral des assurances sociales

3 Estimation

4 Etat du PIB lors de la publication, le 31 août 2011, de la quote-part fiscale par l'AFF

Source: Administration fédérale des finances (AFF)

Tableau 2: Quote-part de l'Etat en comparaison internationale

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Suisse	31.5	33.6	35.7	37.1	37.1	37.1	37.7	37.6	37.4	36.6	35.2	36.3	37.3	38.3	37.8	37.5	35.7	34.6	32.6	34.4	34.5
Belgique	52.2	53.4	53.8	54.9	52.6	52.1	52.6	51.2	50.4	50.2	49.1	49.2	49.9	51.1	49.5	52.1	48.6	48.4	50.2	54.1	53.1
Danemark	55.9	56.5	57.1	60.2	60.2	59.3	58.9	56.7	56.3	55.5	53.7	54.2	54.6	55.1	54.6	52.8	51.6	50.8	51.9	58.4	58.2
Allemagne	43.6	46.1	47.3	48.3	47.9	54.8	49.3	48.3	48.1	48.2	45.1	47.5	48.0	48.4	47.2	46.9	45.3	43.5	43.8	47.5	46.7
Finlande	47.9	56.7	62.0	64.8	63.7	61.4	60.0	56.6	52.9	51.7	48.3	47.8	48.9	50.2	50.0	50.2	49.0	47.3	49.3	56.2	55.1
France	49.4	50.6	52.0	55.0	54.2	54.4	54.5	54.1	52.7	52.6	51.6	51.6	52.6	53.2	53.3	53.4	52.7	52.4	52.9	56.2	56.2
Grande-Bretagne	41.9	43.2	45.2	45.3	44.6	44.1	42.2	40.6	39.5	38.8	36.6	39.9	40.9	42.4	43.1	44.0	44.3	44.1	47.4	51.2	51.0
Irlande	42.9	44.5	44.8	44.6	43.9	41.1	39.1	36.7	34.5	34.1	31.3	33.1	33.4	33.2	33.6	34.0	34.5	36.7	42.8	48.2	67.0
Italie	52.9	54.0	55.4	56.4	53.5	52.5	52.5	50.2	49.3	48.2	46.1	48.0	47.4	48.3	47.8	48.1	48.7	47.9	48.8	51.8	50.6
Japon	32.0	31.6	32.7	34.5	35.0	36.0	36.7	35.7	42.5	38.6	39.0	38.6	38.8	38.4	37.0	38.4	36.2	35.9	37.2	42.0	40.7
Canada	48.8	52.3	53.3	52.2	49.7	48.5	46.6	44.3	44.8	42.7	41.1	42.0	41.2	41.2	39.9	39.3	39.4	39.4	39.8	44.1	43.8
Luxembourg	37.8	38.5	40.0	39.8	38.9	39.7	41.1	40.7	41.1	39.2	37.6	38.1	41.5	41.8	42.6	41.5	38.6	36.2	36.9	42.2	41.2
Nouvelle-Zélande	53.2	50.2	48.8	45.2	42.8	41.9	40.8	41.6	40.6	40.2	38.3	37.8	36.9	37.5	37.1	38.2	39.6	39.6	41.9	42.8	43.0
Pays-Bas	54.9	54.9	55.7	55.7	53.5	56.4	49.4	47.5	46.7	46.0	44.2	45.4	46.2	47.1	46.1	44.8	45.5	45.3	46.0	51.4	51.2
Autriche	51.5	52.9	53.5	56.4	56.2	56.6	56.1	53.7	54.1	53.8	52.2	51.7	50.9	51.7	54.3	50.4	49.6	49.0	49.5	53.1	53.0
Suède	59.7	61.4	69.4	71.7	69.6	64.9	62.9	60.7	58.8	58.1	55.1	54.5	55.6	55.7	54.2	53.9	52.7	51.0	51.7	55.2	53.1
Espagne	42.8	44.3	45.4	49.0	46.7	44.4	43.2	41.6	41.1	39.9	39.1	38.6	38.9	38.4	38.9	38.4	38.4	39.2	41.3	45.8	45.0
Etats-Unis	37.1	37.8	38.6	38.1	37.1	37.1	36.6	35.4	34.6	34.2	33.9	35.0	35.9	36.3	36.0	36.2	36.0	36.8	39.0	42.2	42.3
Ø OCDE, total	40.9	41.2	42.4	42.9	42.0	42.8	41.7	40.5	40.8	39.8	38.9	39.9	40.4	40.9	40.2	40.4	39.7	39.8	41.4	44.9	44.5

Sources: OECD Economic Outlook 89 (2011), General government total outlays; Suisse: Administration fédérale des finances (AFF)

Tableau 3: Quote-part fiscale en comparaison internationale

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Suisse	25.5	25.4	25.9	26.4	26.9	27.6	28.1	27.6	28.5	28.6	30.0	29.4	29.8	29.1	28.7	29.0	28.9	28.7	29.3	29.7
Belgique	42.0	42.2	41.7	43.2	43.5	43.5	43.9	44.4	45.1	45.0	44.7	44.7	44.8	44.3	44.5	44.6	44.3	43.8	44.2	43.2
Danemark	46.5	45.9	46.3	47.7	48.7	48.8	49.2	48.9	49.3	50.1	49.4	48.5	47.9	48.0	49.0	50.8	49.6	49.0	48.2	48.2
Allemagne	34.8	36.0	37.0	37.0	37.2	37.2	36.5	36.2	36.4	37.1	37.2	36.1	35.4	35.5	34.8	34.8	35.4	36.0	37.0	37.0
Finlande	43.7	45.4	45.0	44.4	46.8	45.7	47.1	46.4	46.3	45.9	47.2	44.8	44.7	44.1	43.5	43.9	43.8	43.0	43.1	43.1
France	42.0	42.4	42.0	42.4	42.8	42.9	44.1	44.4	44.2	45.1	44.4	44.0	43.4	43.2	43.5	43.9	44.0	43.5	43.2	41.9
Grande-Bretagne	35.5	34.3	33.4	32.4	33.0	34.0	33.8	34.3	35.5	35.7	36.4	36.2	34.6	34.3	34.8	35.7	36.5	36.2	35.7	34.3
Irlande	33.1	33.7	34.0	34.0	35.1	32.5	32.5	31.8	31.3	31.5	31.3	29.1	27.9	28.4	29.9	30.4	31.8	30.9	28.8	27.8
Italie	37.8	38.2	40.6	42.2	40.2	40.1	41.8	43.3	41.7	42.5	42.2	41.9	41.3	41.7	41.0	40.8	42.3	43.4	43.3	43.5
Japon	29.0	28.6	27.0	27.0	26.1	26.8	26.8	27.2	26.8	26.3	27.0	27.3	26.2	25.7	26.3	27.4	28.0	28.3	28.1	..
Canada	35.9	36.4	36.0	35.4	35.2	35.6	35.9	36.7	36.7	36.4	35.6	34.8	33.7	33.7	33.6	33.4	33.3	33.0	32.3	31.1
Luxembourg	35.7	33.4	34.1	36.5	36.8	37.1	37.6	39.3	39.4	38.3	39.1	39.7	39.3	38.1	37.3	37.6	35.6	35.7	35.5	37.5
Nouvelle-Zélande	36.9	35.2	35.5	35.6	36.1	36.2	34.4	34.6	33.0	33.0	33.2	32.7	34.0	33.8	34.8	36.7	36.1	35.1	33.7	31.0
Pays-Bas	42.9	45.1	44.8	45.0	43.0	41.5	40.9	40.9	39.0	40.1	39.6	38.1	37.4	36.9	37.2	38.4	39.1	38.7	39.1	..
Autriche	39.7	40.1	41.7	42.2	41.9	41.4	42.9	44.4	44.4	44.0	43.2	45.3	44.0	43.8	43.4	42.4	41.9	42.1	42.7	42.8
Suède	52.2	49.8	47.3	46.1	46.3	47.5	49.4	50.5	50.7	51.1	51.4	49.4	47.5	47.8	48.1	48.9	48.3	47.4	46.3	46.4
Espagne	32.5	32.8	33.8	32.8	32.9	32.1	31.9	32.9	33.2	34.1	34.2	33.8	34.2	34.2	34.6	35.7	36.6	37.3	33.3	30.7
Etats-Unis	27.4	27.1	26.9	27.1	27.5	27.8	28.2	28.7	29.1	29.1	29.5	28.4	26.0	25.5	25.7	27.1	27.9	27.9	26.1	24.0
Ø OCDE, total	33.1	33.6	33.8	34.2	34.2	34.4	34.9	34.9	35.0	35.3	35.5	35.0	34.7	34.7	34.6	35.2	35.4	35.4	34.8	..

Sources: OECD Revenue Statistics (2010); Suisse: Administration fédérale des finances (AFF)

Tableau 4: Parts dans le revenu primaire des ménages privés

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Revenu primaire (en millions de francs, aux prix courants)	244'243	261'100	270'508	274'315	281'643	288'571	289'516	291'553	300'432	307'470
Impôts sur le revenu et sur la fortune	-14.8%	-14.4%	-14.7%	-14.5%	-15.3%	-14.5%	-15.1%	-14.6%	-15.2%	-14.2%
Cotisations sociales	-24.8%	-25.4%	-26.1%	-27.7%	-27.4%	-28.0%	-31.6%	-32.0%	-31.4%	-31.5%
Prestations sociales monétaires	17.4%	18.1%	19.6%	21.9%	21.8%	22.0%	26.0%	27.0%	26.7%	26.6%
Autres transferts courants	-0.4%	-0.4%	-0.3%	-0.3%	-0.2%	-0.2%	-0.3%	-0.3%	-0.2%	-0.5%
Revenu disponible net	77.4%	77.9%	78.5%	79.3%	79.0%	79.3%	79.0%	80.1%	79.8%	80.4%

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009p
Revenu primaire (en millions de francs, aux prix courants)	324'477	330'256	332'685	327'137	332'188	346'247	361'564	382'854	396'121	394'921
Impôts sur le revenu et sur la fortune	-15.2%	-14.0%	-15.1%	-15.2%	-15.5%	-15.7%	-15.2%	-15.3%	-15.8%	-15.8%
Cotisations sociales	-30.9%	-31.7%	-32.2%	-33.3%	-32.8%	-32.6%	-32.5%	-32.1%	-32.0%	-33.0%
Prestations sociales monétaires	26.0%	26.7%	27.7%	29.8%	30.7%	30.2%	29.4%	28.5%	27.9%	29.9%
Autres transferts courants	-0.2%	-0.1%	-0.4%	-0.3%	-0.2%	-0.6%	-0.5%	-0.6%	-0.2%	0.0%
Revenu disponible net	79.7%	80.9%	80.0%	81.1%	82.2%	81.3%	81.3%	80.6%	79.9%	81.1%

Tableau 5: Revenu disponible par habitant selon l'OCDE¹

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Ø croissance
Suisse	18'341	18'653	19'443	19'977	20'462	22'064	22'873	24'153	23'427	24'440	25'345	25'773	27'935	29'435	29'755	3.6%
Belgique	17'833	18'051	18'450	18'653	19'351	21'823	22'720	24'255	23'573	24'375	23'807	25'047	25'911	27'366	27'653	3.3%
Danemark	15'626	16'202	16'623	17'475	17'389	18'520	19'062	20'762	20'166	21'192	21'645	22'256	23'323	24'462	24'620	3.3%
Allemagne	18'465	19'064	19'308	19'572	20'381	21'440	22'222	23'307	24'053	24'880	25'263	26'988	27'962	29'234	29'627	3.4%
Finlande	12'717	12'968	13'914	14'477	15'421	16'860	17'423	18'933	19'282	20'818	21'717	22'261	24'212	26'006	26'660	5.5%
France	16'751	17'205	17'876	18'535	19'230	21'327	22'765	24'768	23'813	24'805	24'155	25'948	27'356	28'154	28'622	4.0%
Grande-Bretagne	15'605	16'675	17'765	18'115	18'828	21'047	22'631	24'194	24'549	25'868	25'501	27'336	27'402	28'271	28'683	4.5%
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	19'882	20'661	22'269	23'035	23'769	24'987	25'592	25'862	3.8%
Italie	17'057	17'618	18'043	18'457	18'894	20'320	22'081	22'079	22'101	22'399	22'862	23'694	24'754	26'036	25'358	2.9%
Japon	16'348	16'758	17'115	17'249	17'574	18'567	18'656	19'794	20'330	21'253	22'491	23'231	24'115	24'626	..	3.2%
Canada	17'848	18'063	18'463	18'998	19'718	20'887	21'715	22'169	22'752	24'036	24'977	25'880	27'385	28'228	28'334	3.4%
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	34'162	35'152	37'520	38'091	3.7%
Nouvelle-Zélande	12'273	12'840	13'291	14'060	15'190	15'026	15'779	15'743	16'379	17'572	17'753	18'764	..	..	..	4.0%
Pays-Bas	15'040	15'720	16'643	17'524	18'386	20'502	21'955	23'523	22'337	23'185	22'531	25'016	26'655	27'294	27'174	4.4%
Autriche	18'000	18'422	18'471	19'229	20'181	22'130	22'034	23'492	24'087	25'316	24'999	27'097	27'970	29'053	29'186	3.6%
Suède	14'997	15'321	15'449	15'916	17'034	18'868	20'038	21'681	21'854	22'517	22'395	23'654	25'566	27'188	27'519	4.5%
Espagne	..	..	..	..	..	17'018	18'024	19'819	19'796	20'693	20'707	22'626	23'368	24'623	25'116	4.5%
Etats-Unis	22'394	23'236	24'121	25'515	26'474	28'137	29'151	30'329	31'593	33'096	34'346	36'331	37'768	39'385	39'373	4.1%

¹ en dollars américains, selon la parité de pouvoir d'achat (PPA)

Source: OECD Statistics Database, National Accounts at a glance (2010)

Tableau 6: Evolution des dépenses par domaine (en pour cent des dépenses totales)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Services généraux des administrations publiques	12.4	12.4	12.9	12.8	13.1	13.2	12.8	12.7	12.8	13.0	13.1	13.2	12.6	11.9	11.5	11.5	11.5	12.7	14.8	12.7
Défense	6.5	5.9	5.5	4.7	4.8	4.6	4.3	4.0	3.9	3.7	3.7	3.4	3.2	3.0	2.9	2.8	2.7	2.5	2.8	2.7
Ordre et sécurité publique	4.4	4.5	4.4	4.2	4.3	4.4	4.4	4.3	4.3	4.3	4.4	4.4	4.4	4.5	4.5	4.5	4.5	4.6	4.8	4.8
Affaires économiques	13.6	13.5	12.9	12.8	12.7	12.2	12.5	11.9	13.0	12.0	11.9	11.9	11.5	11.2	11.2	11.4	11.2	10.8	11.4	12.4
Protection de l'environnement	2.8	2.9	2.8	2.7	2.8	2.7	2.6	2.5	2.5	2.6	2.6	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.3	2.4	2.4	2.5
Logements et équipements collectifs	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4	0.4	0.3	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.6
Santé	10.3	10.3	10.3	10.2	10.2	10.3	10.3	10.1	10.0	10.2	10.5	10.7	11.1	11.2	11.3	11.4	11.4	11.7	6.0	6.1
Sport et loisirs, culture, église	3.0	2.9	2.7	2.4	2.4	2.4	2.5	2.3	2.4	2.5	2.5	2.4	2.4	2.5	2.4	2.4	2.5	2.5	2.7	2.6
Formation et éducation	15.5	15.6	15.4	14.9	14.7	14.7	14.6	14.3	14.1	14.4	14.7	14.9	15.3	15.4	15.6	15.2	15.3	14.3	16.4	16.1
Sécurité sociale	30.8	31.4	32.6	34.8	34.7	35.0	35.7	37.3	36.5	36.9	36.2	35.9	36.6	37.6	37.8	38.2	38.1	38.0	38.1	39.5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: Administration fédérale des finances (AFF)

Structure selon la classification internationale CFAP

Tableau 7: Evolution comparative des dépenses consacrées à la sécurité sociale (en pour cent des dépenses totales)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Suisse	30.8	31.4	32.6	34.8	34.7	35.0	35.7	37.3	36.5	36.9	36.2	35.9	36.6	37.6	37.8	38.2	38.1	38.0	38.1	39.5
Belgique	34.4	34.6	34.5	34.4	35.4	35.3	35.3	35.7	35.5	34.9	34.6	35.1	35.5	35.3	36.5	34.3	36.1	35.6	35.6	36.0
Danemark	39.3	40.3	40.8	41.2	43.0	43.2	43.3	43.2	43.0	41.8	42.0	42.3	42.6	43.8	43.9	44.0	43.5	43.2	43.3	43.5
Allemagne	..	39.4	39.9	41.5	42.4	37.9	44.7	45.3	45.1	45.0	47.7	45.2	45.9	46.3	46.7	46.7	46.4	45.8	45.1	45.6
Finlande	39.7	41.0	43.9	43.6	44.5	42.0	42.8	42.7	42.4	42.5	42.0	41.7	42.3	42.3	42.2	42.0	41.9	42.0	41.3	42.5
France	..	..	..	..	..	39.5	39.5	39.9	40.3	40.1	40.0	39.9	39.8	40.2	40.7	40.8	41.3	41.2	41.4	42.0
Grande-Bretagne	33.1	36.8	38.2	39.3	39.3	39.0	38.8	39.5	38.9	38.5	37.9	37.8	37.3	36.9	36.4	35.7	34.7	34.9	33.5	35.0
Irlande	30.9	31.4	32.1	32.1	33.2	33.1	31.4	30.6	29.8	32.6	27.3	26.9	28.5	28.6	29.3	32.0	31.9	31.8	32.2	33.8
Italie	30.5	30.0	31.0	31.5	33.6	34.9	33.5	35.8	36.0	37.2	37.9	36.2	37.4	37.2	37.6	37.5	37.1	38.0	38.5	39.2
Japon	23.9	24.2	24.2	24.5	25.5	26.0	26.5	27.8	24.6	28.5	28.4	29.9	30.8	31.3	32.6	31.7	34.0	34.3	34.9	34.9
Canada	22.2	22.4	22.6	22.9	23.0	23.1	23.1	23.1	23.2	23.1	23.1	22.8	23.5	23.6	23.6	23.6	23.3	..	..	23.3
Luxembourg	39.4	39.7	39.2	40.6	41.4	41.7	40.9	42.4	41.2	41.4	41.7	43.2	41.4	42.4	41.6	41.8	42.5	42.3	42.1	42.5
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	28.8	27.3	25.8	..	..	25.8
Pays-Bas	..	..	..	..	..	36.1	40.0	38.6	38.2	37.6	37.7	36.8	37.1	37.0	37.3	36.8	35.6	35.1	35.2	35.3
Autriche	..	..	..	..	..	38.8	39.0	39.9	39.4	39.9	40.4	40.8	41.7	41.6	38.9	41.2	41.0	41.0	40.9	41.7
Suède	..	..	..	..	..	40.9	40.7	40.1	39.7	40.9	42.1	42.1	41.4	42.8	43.4	42.6	42.2	41.4	40.7	41.6
Espagne	..	..	..	..	..	33.2	33.6	33.9	33.2	33.3	33.4	33.2	33.3	33.7	33.4	33.6	33.5	33.3	33.8	35.2
Etats-Unis	18.8	19.4	20.3	20.3	20.3	20.1	19.9	19.8	19.7	19.6	19.5	19.5	20.2	20.0	19.6	19.1	19.1	19.0	19.4	21.1

Sources: OECD Statistics Database; Government expenditure by function (2010), Suisse: Administration fédérale des finances (AFF)